ML.

Conseil d'Etat
Législation
- 1 -
25 JUIN 1954
Bureau Coordination

L.4325/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 mai 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 6 octobre 1951 relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'organisation de l'Ecole d'application de gendarmerie", a donné le 26 mai 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e Mei 1954 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 October 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der rijkswacht en de inrichting van de Applicatieschool van de rijkswacht", heeft de 26e Mei 1954 het volgend advies gegeven :

I.

Le projet a comme objet d'établir la concordance nécessaire entre les dispositions réglant l'accession au grade de sous-lieutenant de gendarmerie par la voie du cadre et celles réglant l'accession par la voie du cadre au premier grade d'officier des forces armées.

L'article 5 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre dispose :

"Lors d'une même session, les candidats peuvent s'inscrire pour toutes les forces et toutes les catégories que cette épreuve concerne ainsi que, le cas échéant, pour la gendarmerie.

Ils doivent faire connaître l'ordre de leur préférence".

Il résulte de cette disposition que l'épreuve littéraire et scientifique sera identique pour tous les candidats, qu'ils soient candidats officiers des forces armées ou de la gendarmerie. Cette épreuve a lieu sous la forme d'un concours et a trait à des matières littéraires et scientifiques déterminées.

Au lieu d'apporter à l'article 2 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 une modification de terminologie, l'article 1er du projet devrait

.../...

abroger cet article 2 qui semble laisser subsister pour la gendarmerie la possibilité de présenter les deux parties de l'épreuve à des moments différents.

II.

Après avoir disposé qu'un tableau de classement sera établi à la suite de l'épreuve finale, l'article 16 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 dispose que :

"Ce classement détermine, pour les candidats qui n'ont pas été retardés, l'ordre de leur promotion éventuelle au grade de sous-lieutenant".

Le Conseil d'Etat observe que le projet n'apporte pas à l'article 14 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 de modification. Il est d'avis qu'en ne prévoyant pas l'hypothèse où l'officier subit un retard, le projet laisse supposer qu'un sort différent est fait aux candidats officiers selon qu'ils sont candidats aux forces armées ou à la gendarmerie.

Si le Gouvernement entendait unifier les deux régimes, il devrait rédiger l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté royal du 6 octobre 1951, comme suit :

.../...

"Ce classement détermine, pour les candidats qui n'ont pas été retardés, l'ordre de leur promotion éventuelle au grade de sous-lieutenant-élève".

III.

Les dispenses, totale ou partielle, de l'épreuve littéraire et scientifique prévues par l'article 4 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 sont supprimées par l'article 2 du projet. Toutefois l'article 8 prévoit que les candidats pourront encore bénéficier, à titre transitoire, de ces dispenses en 1954 et en 1955; il règle la question de la cotation des parties de l'épreuve dont le candidat a obtenu dispense, mais il omet de régler la question dans l'hypothèse où la dispense totale a été obtenue.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 6 OCTOBRE 1951 RELATIF A LA NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT DE GENDARMERIE ET A L'ORGANISATION DE L'ECOLE D'APPLICATION DE GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment les articles 7 et 9 modifiés par les lois du 14 juillet 1930 et du 30 mai 1951;

Vu l'arrêté royal du 6 octobre 1951 relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'organisation de l'Ecole d'application de gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1952;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

L'article 2 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 est abrogé.

Article 2.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :
"Article 4.-
L'épreuve littéraire et scientifique a lieu sous la forme d'un concours.

Le Ministre de la Défense nationale fixe, avant la date de clôture des inscriptions à l'épreuve le nombre de concurrents qui, ayant réussi cette épreuve, pourront être admis à recevoir la formation d'officier de gendarmerie".

Article 3.-

L'article 5 du même arrêté est complété par un 3° rédigé comme suit :
"3° les membres des forces armées favorablement notés par leurs chefs hiérarchiques et qui remplissent les conditions fixées au 2°, pour les candidats civils".

Article 4.-

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :
"Article 6.-
Notre Ministre de la Défense nationale peut soumettre à une épreuve préliminaire, les candidats à l'épreuve littéraire et scientifique".

.../...

Article 5.-

L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8.-

Les candidats qui ont réussi l'épreuve littéraire et scientifique sont inscrits sur un tableau de classement dans l'ordre suivant :

1° les sous-officiers de gendarmerie qui comptaient comme sous-officier au moins un an de service le jour de la clôture des inscriptions;

2° les membres du personnel subalterne de la gendarmerie non prévus au 1°;

3° les autres candidats.

A l'intérieur de chacun de ces trois groupes, les candidats sont classés entre eux suivant la moyenne générale obtenue à l'épreuve littéraire et scientifique".

Article 6.-

L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Article 7.-

§ 1er. L'article 11, 2° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"2° être classé en ordre utile à l'épreuve littéraire et scientifique; ".

.../...

§ 2. L'article 11, 4°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :
"4° être âgé de 27 ans au plus au 25 décembre de l'année de la présentation;".

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 8.-

§ 1er. Les candidats qui, par application de l'article 4 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 tel qu'il était rédigé avant sa modification par le présent arrêté, sont ou peuvent être dispensés de tout ou partie de l'épreuve littéraire et scientifique, pourront bénéficier pour la dernière fois de ces dispenses au cours de la session de 1955.

Ces candidats ne pourront être soumis à une épreuve préliminaire.

§ 2. Les candidats qui, par application des §§ 1er et 2 de l'article 4 précité, sont dispensés de l'épreuve littéraire et scientifique ou de la première partie de cette épreuve, conserveront, pour leur classement la cote qu'ils avaient obtenue à cette épreuve ou à cette partie d'épreuve.

§ 3. Les candidats dispensés partiellement de l'épreuve littéraire et scientifique par application du § 3 de l'article 4 précité bénéficieront, pour la partie dont ils ont obtenu dispense, d'une

.../...

cote égale à la moyenne générale obtenue dans les autres branches.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Het ontwerp strekt er toe, overeenstemming te brengen tussen de regeling inzake toelating tot de graad van onderluitenant der rijkswacht langs het kader en de regeling inzake toelating langs het kader tot de eerste officiersgraad in de krijgsmacht.

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 April 1954 betreffende de werving van de officieren van het actief kader langs het kader luidt als volgt :

"Bij een zelfde zitting kunnen de candidaten zich voor alle machten en voor alle categorieën welke dit examen aangaat alsook, in voorkomend geval, voor de rijkswacht laten inschrijven.

Zij moeten de volgorde van hun voorkeur opgeven ".

Daaruit volgt, dat het letterkundig en wetenschappelijk examen voor alle candidaten, zowel voor krijgsmacht als rijkswacht, hetzelfde zal zijn. Dat examen is als een vergelijkend examen ingericht en handelt over bepaalde letterkundige en wetenschappelijke vakken.

In de plaats van artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 October 1951 terminologisch te wijzigen, zou artikel 1 van het ontwerp het moeten opheffen, want genoemd artikel 2 schijnt voor de rijkswacht de mogelijkheid te laten bestaan, de twee examengedeelten op verschillende tijdstippen af te leggen.

.../...

II.

Na te hebben bepaald dat na afloop van het examen een rangschikkingslijst wordt opgemaakt, gaat artikel 16 van het koninklijk besluit van 29 April 1954 als volgt verder :

"Deze rangschikking bepaalt voor de candidaten die niet zijn uitgesteld, de volgorde van hun eventuele bevordering tot de graad van onderluitenant".

De Raad van State merkt op, dat artikel 14 van het koninklijk besluit van 6 October 1951 door het ontwerp niet wordt gewijzigd. Hij is van oordeel dat het ontwerp, door het geval van de uitgestelde officier buiten beschouwing te laten, doet veronderstellen dat de candidaat-officieren verschillend worden behandeld naargelang zij voor de krijgsmacht dan wel voor de rijkswacht candidaat zijn.

Wil de Regering voor beide gevallen een zelfde regeling treffen, dan dient artikel 14, tweede lid, van het koninklijk besluit van 6 October 1951 als volgt gelezen :

"Deze rangschikking bepaalt, voor de candidaten die niet zijn uitgesteld, de volgorde van hun eventuele bevordering tot de graad van onderluitenant-leerling.".

III.

De in artikel 4 van het koninklijk besluit van 6 October 1951 bepaalde gehele of gedeeltelijke vrijstelling van het letterkundig en wetenschappelijk examen werdt door artikel 2 van het ontwerp afgeschaft. Artikel

.../...

8 zegt evenwel dat de candidaten bij wijze van overgangsregeling in 1954 en 1955 nog voor die vrijstellingen in aanmerking zullen komen; het treft voorzieningen in verband met het waardecijfer van de examengedeelten waarvan de candidaat werd vrijgesteld, maar het regelt niet het geval dat volledige vrijstelling werd verkregen.

De Raad van State stelt een tekst voor, die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen over de vorm te maken, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 6 OCTOBER 1951 BETREFFENDE DE BENOEMING TOT DE GRAAD VAN ONDERLUITENANT DER RIJKSWACHT EN DE INRICHTING VAN DE APPLICATIESCHOOL VAN DE RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL

Gelet op artikel 66 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, namelijk op de artikelen 7 en 9 gewijzigd bij de wetten van 14 Juli 1930 en van 30 Mei 1951 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 6 October 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der rijkswacht en tot de inrichting van de applicatieschool van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 Januari 1952 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 October 1951 wordt opgeheven.

Artikel 2.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4.-

Het letterkundig en wetenschappelijk examen is een vergelijkend examen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt, vóór de datum waarop de inschrijvingen voor het examen worden afgesloten, hoeveel van de voor dat examen geslaagde mededingers zullen kunnen worden toegelaten om de vorming van rijkswachtofficier te ontvangen.".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

"3° de leden van de krijgsmacht die door hun hiërarchische meerderen gunstig zijn aangeschreven en voldoen aan de ten aanzien van de burgerlijke candidaten in 2° voorgeschreven voorwaarden.".

Artikel 4.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6.-

Onze Minister van Landsverdediging kan de candidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen aan een voorafgaand examen onderwerpen.".

Artikel 5.-

Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8.-

De candidaten die voor het letterkundig en wetenschappelijk examen zijn geslaagd, worden in de volgende orde gerangschikt :

1° de onderofficieren van de rijkswacht, die op de dag van de afsluiting van de inschrijvingen ten minste één jaar dienst als onderofficier telden;

.../...

2° de in 1° niet bedoelde leden van het lager personeel van de rijkswacht ;

3° de andere candidaten.

Binnen elke van deze drie groepen worden de candidaten onderling gerangschikt volgens het algemeen gemiddelde dat zij in het letterkundig en wetenschappelijk examen hebben behaald.".

Artikel 6.-

Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 7.-

§ 1. Artikel 11, 2°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° volgens de rangschikking van het letterkundig en wetenschappelijk examen in aanmerking komen;".

§ 2. Artikel 11, 4°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4° ten hoogste 27 jaar oud zijn op 25 December van het jaar waarin hij zich aanmeldt;".

.../...

OVERGANGSBEPALING.

Artikel 8.-

§ 1. De candidaten die bij toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 6 October 1951, zoals het vóór de wijziging door het onderhavige besluit was geredigeerd, geheel of gedeeltelijk van het letterkundig en wetenschappelijk examen zijn vrijgesteld of daarvan vrijgesteld kunnen worden, zullen voor de laatste maal in de sessie 1955 voor die vrijstellingen in aanmerking kunnen komen.

Deze candidaten mogen niet aan een voorafgaand examen worden onderworpen.

§ 2. De candidaten die bij toepassing van de §§ 1 en 2 van voornoemd artikel 4, van het letterkundig en wetenschappelijk examen of van het eerste gedeelte van het examen zijn vrijgesteld, behouden voor de rangschikking het waardecijfer dat zij bij dat examen of bij dat gedeelte van het examen hadden verkregen.

§ 3. De candidaten die bij toepassing van § 3 van voornoemd artikel 4 gedeeltelijk van het letterkundig en wetenschappelijk examen vrijgesteld zijn, krijgen voor het examengedeelte, waarvan zij werden vrijgesteld, een waardecijfer gelijk aan het algemeen gemiddelde in de andere vakken.

.../...

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de	De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : J. SUETENS, de Heren :	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président, voorzitter,
M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

R. DECKMYN.